

La menace terroriste irakienne

Autor(en): **Baud, Jacques F.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **136 (1991)**

Heft 12

PDF erstellt am: **03.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345156>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La menace terroriste irakienne

par le capitaine EMG Jacques F. Baud

Parsa nature même, le terrorisme est un phénomène difficile à appréhender et ses limites sont difficiles à cerner. Stratégie et objectifs résultent d'une combinaison variable et imprévisible d'éléments personnels et d'orientations politiques. Placé dans la complexité des relations au Moyen-Orient, il prend des dimensions nouvelles dans lesquelles le conflit israélo-arabe ne devient souvent qu'un pré-texte.

L'Irak et son environnement

Gouverné par une faible minorité sunnite, mais laïc et d'obédience socialiste, situé géographiquement au carrefour de régimes aux fortes traditions religieuses et monarchiques, l'Irak se trouve au centre d'une région en équilibre précaire, entouré de nations aux intérêts divergents, voire hostiles.

La Syrie, sa puissante voisine, est un adversaire traditionnel de l'Irak dont elle revendique une partie du territoire. Encore très liée à l'URSS, mais cherchant à développer ses relations avec l'Occident, la Syrie s'est rangée du côté des coalisés durant la crise du Golfe. Dans la même optique, elle a évité de se compromettre et de compromettre indirectement son puissant allié dans des activités terroristes. Cette politique lui a permis d'avoir les

mains libres au Liban et d'écarter le général Michel Aoun, soutenu par l'Irak.

Partagée entre les cultures islamique et chrétienne, la Turquie aspire à faire partie à part entière de l'Europe; elle a fait un effort mal compris en Occident pour éliminer le terrorisme qui la rongait. Elle revendique des régions pétrolifères du nord de l'Irak et son engagement actif aux côtés des coalisés n'était sans doute pas sans arrière-pensées. Par ailleurs, en matière régionale, la Turquie ne peut que bénéficier d'un affaiblissement de l'Irak sans accroissement de puissance de la Syrie ou de l'Iran.

Entre l'Iran et l'Irak, l'accord de paix n'a pas encore effacé huit ans de guerre et l'antagonisme historique entre chiites et sunnites. A cela s'ajoute une divergence d'objectifs stratégiques: l'Iran s'attache à regagner la confiance et le respect des pays occidentaux pour reconstruire son économie déficiente. Cette situation s'est manifestement renforcée avec la chute des régimes des pays de l'Est qui, aujourd'hui, ne représentent plus une alternative crédible.

Le conflit avec les Kurdes, dénominateur commun entre l'Iran, la Turquie et l'Irak, est exploité traditionnellement par les uns pour affaiblir les autres. Ainsi, le soutien de l'Irak et de la Syrie au mouvement terroriste kurde PKK reste un sujet de discor-

de entre ces deux pays et la Turquie¹. Pourtant, le problème kurde constitue une menace intérieure importante pour l'Irak, ainsi que les événements l'ont prouvé au lendemain de la victoire coalisée.

Les revendications territoriales à l'égard du Koweït ne sont pas nouvelles et ont été exacerbées par des considérations idéologiques et économiques. Outre les problèmes de frontières, il faut relever que le Koweït exploite des nappes de pétrole communes avec l'Irak à Al-Ramaïlah, mais sans respecter les quotas de production fixés par l'OPEP, «spoliant» ainsi l'Irak.

Les relations avec l'Arabie Saoudite procèdent de problèmes analogues. La monarchie saoudienne, dont la légitimité est souvent contestée dans le monde arabe, entretient des liens privilégiés avec l'Occident et a manifesté une attitude modérée dans le conflit israélo-arabe; voilà autant de facteurs de discorde avec le régime irakien. A cela s'ajoutent les rapports au sein de l'OPEP, où l'Arabie Saoudite est puissante,

¹ Office of the Coordinator of Counter-Terrorism (US Department of State), *Patterns of Global Terrorism: 1989*, Washington, D.C., April 1990. Egalement: déclarations du nouveau ministre de la Défense turc, M. Hüsnü Dogan (*Jane's Defence Weekly*, 19.1.91, p. 96)

mais n'a pas réussi à faire respecter la discipline de production au sein de l'organisation, notamment par le Koweït.

La Jordanie est le seul pays de la région qui entretienne des relations amicales avec l'Irak. Pays pratiquement dépourvu de richesses pétrolières et comprenant une proportion importante de Palestiniens, il ne suscite pas la convoitise, tandis que le roi hachémite évite toute occasion de faire basculer le fragile équilibre des forces qui le maintiennent au pouvoir.

Dans cette région divisée par des intérêts divergents, deux facteurs d'unité restent encore forts: le conflit israélo-arabe et l'islam qui stimulent le nationalisme arabe.

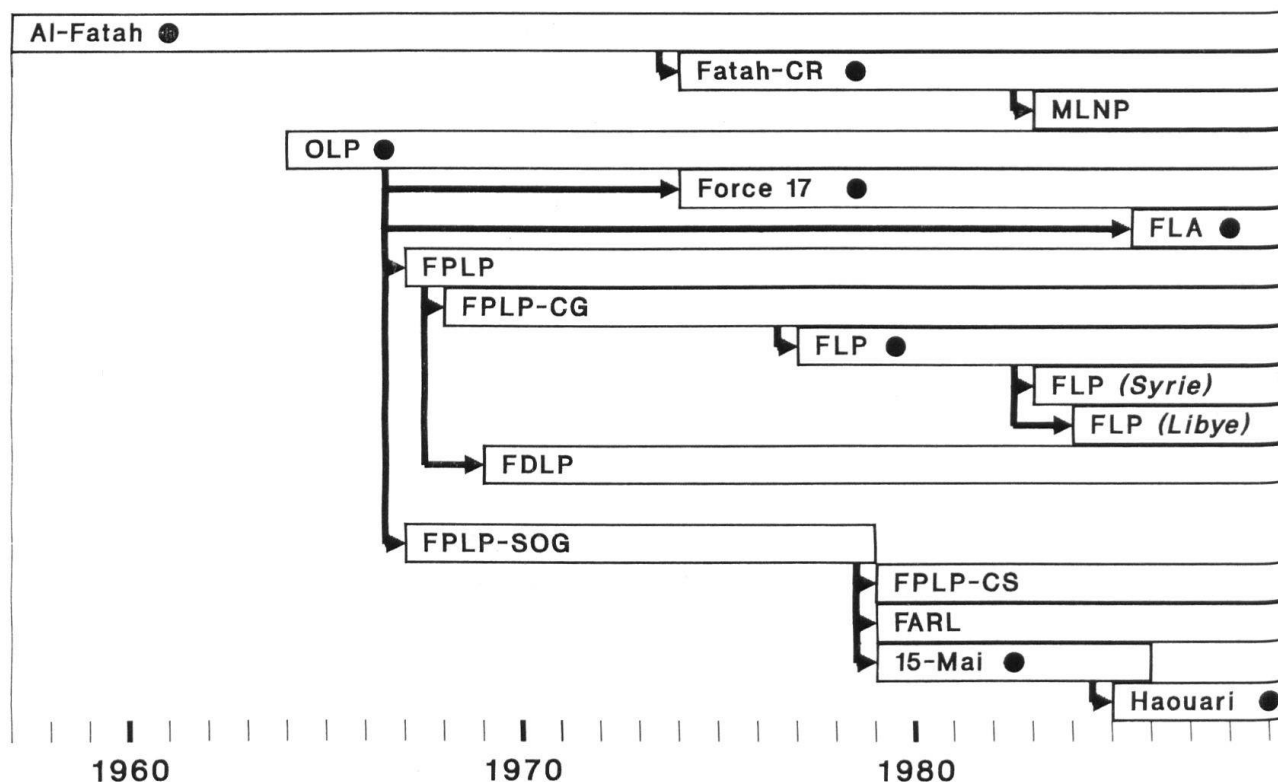
Au lendemain de sa guerre avec l'Irak, l'Irak se retrouvait avec une dette extérieure évaluée à 80 milliards de dollars, due pour environ la moitié aux riches pays du Golfe, qui l'avaient aidé contre la menace de la Révolution islamique chiite. Avec la baisse de 25% du prix du pétrole à la mi-1990, l'Irak perdait tout espoir de pouvoir faire face à ses obligations. Il alors cherché à «rééchelonner» sa dette, en stigmatisant un complot «américano-sioniste» anti-arabe, dont l'immigration juive en provenance d'URSS n'était qu'une facette, et en demandant à ses créanciers de participer à la lutte contre cette nouvelle menace². C'était là un des buts du sommet arabe, tenu du 28

au 30 mai 1990 à Bagdad. Le rétablissement des relations entre l'Irak et l'OLP fournissait la caution nécessaire à cette nouvelle lutte.

Le déploiement américain en Arabie Saoudite a permis à Saddam Hussein d'invoquer la dimension islamique. Les monarchies sunni-

² En l'occurrence, il a non seulement demandé un abandon pur et simple de sa dette de 30 milliards de dollars envers les Etats du Golfe, mais encore il réclamait à ces derniers 30 milliards supplémentaires pour lutter contre Israël. [COOLEY John K., «Pre-War Gulf Diplomacy», *Survival (International Institute for Strategic Studies)*, London, March/April 1991, Vol. XXXIII N° 2]

Genèse des mouvements terroristes palestiniens (1957-89)



Source: US DoD, *Terrorist Group Profiles*, Washington, 1988

● - Favorable à l'Irak

tes du Golfe, qui exercent leur pouvoir sur de fortes minorités chiites, sont sensibles à l'antagonisme historique de ces deux tendances. C'est ce qui avait suscité naguère la méfiance à l'égard de l'Irak et l'appui à l'Irak. En prônant la Guerre sainte (*Jihad*), Saddam Hussein attisait l'extrémisme religieux et mettait face à face les deux communautés. Rassemblant 300 délégués, la conférence islamique de Bagdad du 10 au 12 janvier 1991, lui permettait d'asseoir son rôle de «Saladin moderne». Plus précisément, il s'agissait de

- masquer son agression contre un autre Etat arabe,
- tenter ou menacer de destabiliser les «pétromonarchies»,
- compromettre la collaboration entre l'Arabie Saoudite et les pays occidentaux,
- rassembler les pays musulmans derrière lui et ainsi briser le consensus international qui le condamnait,
- maintenir les chiites irakiens dans le giron de Saddam Hussein.

Le terrorisme arabe

Dans cet environnement en équilibre instable, un certain pragmatisme, voire un opportunisme, est de rigueur. Il est impératif de neutraliser les éléments destabilisateurs, de conserver un potentiel d'action pour agir au-delà des frontières et d'enlever à l'adversaire toute possibilité d'influence dans son propre pays. En outre, le fait de protéger des mouvements terroristes anti-israéliens

souligne l'intégration dans le monde arabe. Ce faisceau de réflexions, auquel se mêlait l'influence de l'URSS, constituait la base de l'intérêt manifesté par certains pays pour les mouvements terroristes.

Il est également important de noter que le contrôle des mouvements terroristes ne se définit pas par un organigramme linéaire. Les contacts et le parrainage de ces mouvements sont essentiellement le résultat d'opportunités, locaux et temporaires, qui s'adaptent au gré de la situation. De même, il est difficile de lier tel mouvement terroriste à un seul sponsor: les dirigeants de groupes terroristes cherchent leurs sponsors en fonction d'impératifs logistiques et opérationnels plus que politiques.

On distingue deux grandes filiations du terrorisme arabe: le terrorisme palestinien et le terrorisme islamique. Le premier se veut au service d'une cause, mais son fractionnement en fait l'instrument d'intérêts particuliers; le second est l'outil de la politique étrangère d'un Etat: l'Irak. On constate que leur énergie est largement absorbée par des rivalités et les luttes d'influence intra- et inter-groupes.

Reflète de la cause palestinienne qui tente de trouver sa voie entre la diplomatie et la violence, le terrorisme palestinien est en proie à des tensions fratricides. C'est probablement l'une des raisons qui l'a empêché de réaliser les menaces de Saddam Hussein.

L'Irak, qui n'a pas abandonné ses intentions de ré-

volution islamique, a adopté une approche plus régionale de ses ambitions, plutôt que de s'attaquer aux pays occidentaux qui ont seuls le potentiel d'investissements dont il a besoin. Cela explique sa prudente neutralité dans le conflit, et sa volonté marquée de garder en main et à son profit les actions des terroristes islamiques.

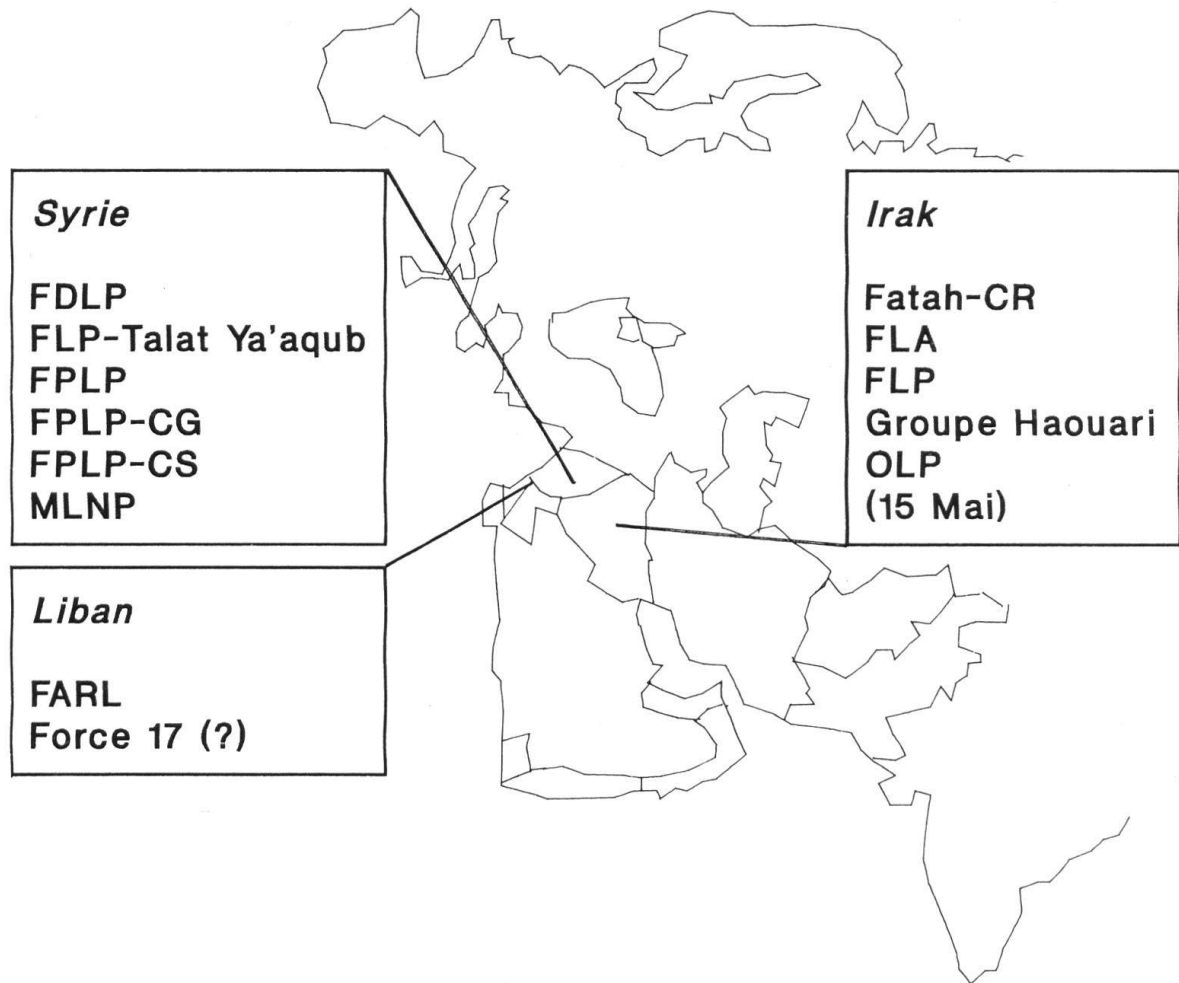
En dépit des craintes des coalisés, l'Irak s'est donc maintenu dans une prudente neutralité, tant sur le plan de sa participation au conflit que sur le plan de ses activités terroristes. En ne le faisant pas, il aurait perdu le crédit qu'il tente péniblement de restaurer à l'égard des Occidentaux. Ainsi, les différentes composantes du Hezbollah libanais sont restées très calmes durant toute la crise. Le même phénomène est perceptible avec la Syrie et la Libye qui, en octobre 1990, a même expulsé de son territoire Aboul Abbas, chef du Front de libération de la Palestine pro-irakien.

Le terrorisme, arme de l'Irak

L'annonce d'actions terroristes par Saddam Hussein avait plusieurs objectifs:

- faire réagir les opinions publiques occidentales et provoquer des tensions au sein du camp occidental,
- freiner la détermination des coalisés,
- stimuler la détermination des mouvements terroristes arabes,
- élargir ou transposer le conflit dans une dimension israélo-arabe, arabo-américaine, voire soviéto-américaine.

Implantation des groupes terroristes palestiniens



Bien que biffé, en 1982, par les Etats-Unis de leur liste des Etats qui parrainent le terrorisme (à cette époque l'ennemi est l'Iran!)³, l'Irak soutenait activement divers mouvements terroristes depuis de nombreuses années, qu'il utilisait notamment dans sa lutte d'influence avec la Syrie. L'expulsion du Fatah-CR (Fatah-Conseil révolutionnaire) en 1983 n'a pas empêché l'Irak de continuer à abriter des groupes palestiniens, dont le Front de libération de la Palestine d'Aboul Abbas, le Front de libération arabe (FLA) – avec ses ramifications européennes – ainsi que des mouve-

ments terroristes anti-iraquiens tels que le Mujaheddin-e-Khalq (MEK).

Les liens entre l'Irak et l'OLP sont complexes et ont été un point marquant de la crise du Golfe. La guerre clandestine entre l'OLP et l'Irak, déclenchée en 1978, s'est apaisée à la fin des années 80 pour faire place à une collaboration opportuniste. Rejetée du Liban par la Syrie, déçue par ses résultats diplomatiques et poussée par ses tendances extrémistes, l'OLP n'avait guère d'autre solution que de se tourner vers l'Irak qui se pose en champion de la lutte contre Israël. Bien

qu'ayant officiellement renoncé à l'usage du terrorisme en décembre 1988, l'OLP reste une organisation faitière regroupant des mouvements terroristes actifs. En 1989-90, l'OLP renoue des relations étroites avec

³ La «Terrorism List» est une liste de pays désignés par le Secrétaire d'Etat, réputés pour favoriser de manière répétée des actes de terrorisme et, dès lors, sujets à des restrictions économiques de la part des USA. (US Department of State, *Patterns of Global Terrorism: 1987*, August 1988, Washington, D.C.)

l'Irak, qui se traduisent par le déménagement du gros du quartier général de l'OLP de Tunis à Bagdad.

Les espoirs des Palestiniens ont été ravivés par le couplage annoncé le 12 août 1990 par Saddam Hussein entre la libération du Koweït et celle des territoires occupés par Israël. Cela explique l'attitude nettement pro-irakienne de la Jordanie et de l'OLP lors des réunions du conseil des ministres de la Ligue arabe des 2 et 12 août 1990. Le rejet catégorique de ce couplage par les Occidentaux (et l'Iran) ont failli être mis en péril par les tragiques événements du mont du Temple à Jérusalem, le 8 octobre. Cependant, au fur et à mesure de l'évolution de la crise, l'OLP s'est trouvée de plus en plus isolée sur la scène internationale. Cette situation avait été perçue par Abou Iyad (Salah Khalaf), bras droit de Yasser Arafat, alors que ce dernier, prisonnier de l'enthousiasme dans les territoires occupés, ne pouvait plus faire marche arrière. Les tensions internes au sein de l'OLP se sont ainsi accrues. Ce que l'assassinat, à Tunis, le 14 janvier 1991, par des membres du Fatah-CR de trois proches collaborateurs d'Arafat – dont Abou Iyad – tendrait à confirmer⁴.

L'Irak a créé des liens particuliers avec le Fatah-CR, l'un des plus meurtriers groupes terroristes, parrainant la création de l'organisation en 1974 et lui accordant l'accueil sur son territoire, puis l'expulsant en 1983, pour conserver l'appui des pays occidentaux dans la guerre Iran-Irak. Mais les liens subsistent et, une fois

la guerre terminée, son chef, Abou Nidal revient en 1988 en Irak où il réside officiellement⁵, tout en conservant son quartier général en Libye. Significativement, le Soudan a libéré le 7 janvier 1991 cinq terroristes du Fatah-CR qui avaient été précédemment condamnés à mort par la Haute Cour de justice de Khartoum.

En 1977, l'Irak a également parrainé la création du Front de libération de la Palestine (FLP), aujourd'hui divisé en trois factions dont deux anti-OLP, basées respectivement en Syrie, en Libye et une branche irakienne, dirigée par Aboul Abbas, favorable à la politique de l'OLP. Le PLF faction irakienne a collaboré activement avec les restes de l'Organisation arabe du 15 Mai, basée à Bagdad⁶, dissoute en 1986, notamment pour la mise en œuvre commune d'avions ultra-légers motorisés (ULM), acquis par l'Irak auprès de la Société Industrielle Latécoère (France), pour effectuer des raids contre Israël⁷. Le Groupe Haouari, également basé à Bagdad, est composé d'anciens de l'Organisation arabe du 15 Mai.

Le contrôle des activités spéciales et terroristes à l'étranger par l'Irak se partage entre quatre services de renseignements/sécurité: le *Da'irat al Mukhabarat al-'Amah* (Département des renseignements généraux du parti baas), l'*Estikhabarat* (Service de renseignements militaires), l'*Amn al-Am* (Service de sécurité) et l'*Amn al-Khas* (Sécurité spéciale).

La conduite des activités terroristes incombe en pre-

mier lieu à l'*Amn al-Khas*, créé en 1985, pour servir de service de sécurité personnel à Saddam Hussein, en lieu et place de la Garde présidentielle alors engagée dans des combats contre l'Iran⁸. Conçu tout d'abord comme service de sécurité, puis comme service spécial, ce petit service est responsable de l'élimination de personnalités à l'intérieur et à l'extérieur du pays. De par ses fonctions, l'*Amn al-Khas* est appelé à «gérer» les groupes terroristes stationnés ou basés en Irak⁹.

Du 16 janvier à la fin mars 1991, 160 attentats terroristes anti-américains avaient été enregistrés à travers le monde, n'occasionnant que peu de victimes. On peut faire deux remarques:

- les attentats n'ont été que de faible importance, tant par les moyens engagés que par les résultats observés
- les cibles visées et les moyens engagés ne témoignent d'aucune coordination et d'aucune influence de Bagdad, mais semblent plutôt être le fait de groupes sympathisants locaux¹⁰.

⁴ COOLEY John K., *op. cit.*

⁵ *Le Point*, 27.8.90

⁶ Au moins jusqu'en 1984. (US Department of State, *Patterns of Global Terrorism: 1989*, April 1990)

⁷ «A novel angle of attack», *Jane's Defense Weekly*, 12 May 1990, pp. 917-918

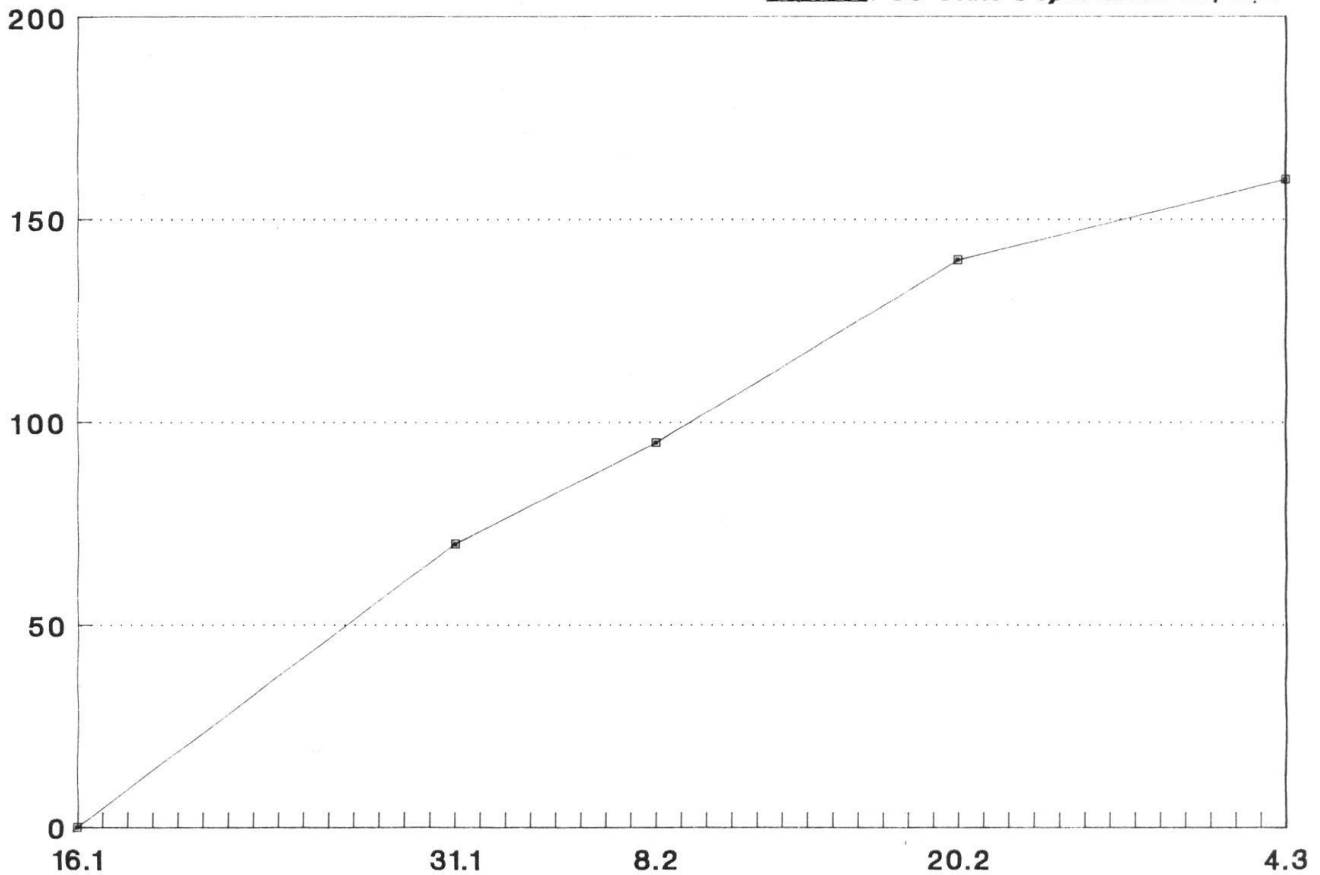
⁸ RATHMELL Andrew, «Iraqi intelligence and security services», *International Defense Review*, 5/91, pp. 393-395

⁹ *Le Point*, 27.8.90

¹⁰ State Department Report, 1.2.91

Attentats terroristes dans le Monde durant la guerre du Golfe

Sources: US State Department Reports



L'incapacité de coordonner et d'exécuter un plan terroriste à grande échelle est certainement en grande partie due aux mesures de sécurité occidentales, mais il faut y ajouter deux facteurs essentiels: l'absence de soutien international et les priorités des SR irakiens. La retenue de pays comme la Syrie, la Libye ou l'Iran, qui accordent volontiers leur appui logistique et politique à des mouvements terroristes, a certainement limité les possibilités des mouvements pro-irakiens et pro-OLP. En outre, les SR irakiens ont dû placer différemment leurs priorités et les concentrer sur des acti-

tivités de renseignement et de sécurité intérieure.

Conséquences et répercussions en Occident

La réaction occidentale à la menace irakienne a été rapide: il s'agissait non seulement d'assurer la sécurité en situation terroriste, mais également d'éviter toute panique ayant des répercussions politiques sur la cohésion de la coalition. La menace a sans doute, volontairement ou non, été surévaluée, tant dans les milieux officiels que dans l'opinion

publique. On ne saurait cependant en tenir rigueur aux milieux responsables. On a craint notamment, que les menaces irakiennes ne stimulent des actes terroristes isolés, par des groupes marginaux saisissant une opportunité d'action, dont l'importance était totalement imprévisible.

L'effort principal des mesures prises s'est porté sur la sécurité du trafic aérien et des aéroports, mais a également touché l'ensemble des installations militaires américaines dans le monde. Le Département d'Etat a rapidement pris des mesures et lancé des avertissements, dès septembre 1990, à ses

ressortissants à l'étranger. En octobre 1990, les USA ont lancé le *Terrorism Information Rewards Program* offrant jusqu'à 4 millions de dollars pour la fourniture d'informations permettant de prévenir, de résoudre un acte de terrorisme ou d'amener des terroristes devant la justice.

Les conséquences économiques des menaces terroristes, notamment sur l'activité des compagnies aériennes, doivent être pondérées par les effets de l'augmentation du prix du pétrole, la baisse du tourisme vers les pays du Moyen et du Proche-Orient, l'augmentation des primes d'assurances et la récession qui frappait les compagnies aériennes déjà avant la guerre. Les effets du terrorisme peuvent donc être considérés comme marginaux¹¹.

Conclusions

Naguère élément des stratégies indirectes des pays de

l'Est, le terrorisme est devenu aujourd'hui une arme arabe à part entière, dont l'existence est légitimée par le conflit israélo-arabe. Il reste fortement orienté contre Israël, mais sert de plus en plus d'autres intérêts régionaux. Avec l'effondrement des régimes communistes, les mouvements terroristes ont perdu – ou commencent à perdre – les points communs (idéologie, instruction, soutien logistique, etc.) qui en avaient fait un véritable réseau terroriste.

De plus, l'atténuation, pour ne pas dire la disparition, de l'influence politique et économique des pays de l'Est et de l'URSS dans le tiers-monde a conduit de nombreux Etats à reconsidérer leurs relations internationales et à se tourner lentement vers l'Occident, seul garant de prospérité à moyen terme. Il en résulte une grande distanciation à l'égard du terrorisme international.

A cela s'ajoute la détermination de pays comme les USA, qui n'ont pas hésité à aller jusqu'aux limites du droit international (détournement de l'avion transportant Aboul Abbas en octobre 1985) pour faire échec au terrorisme.

Il n'est pas à dire que le terrorisme va disparaître, loin de là, mais il est probable qu'il assumera de plus en plus un rôle de politique régionale au Moyen-Orient et qu'il se marginalisera. Ce phénomène est illustré par la crise du Golfe, mais également par la situation au Liban.

J.F. B.

¹¹ LEARMOUNT David, «Airlines among Gulf casualties», *Flight*, 6-12 February 1991, p. 12

*«Quant à ceux qui se vouent au service de leur patrie,
dans la vie militaire, qu'ils se considèrent, eux aussi,
comme les serviteurs de la sécurité
et de la liberté des peuples.*

*S'ils s'acquittent correctement de cette tâche,
ils concourent vraiment au maintien de la paix.»*

Concile de Vatican II